

Encadré 1 – Les conséquences de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (Brexit)

Les Britanniques ont, à l'issue d'un référendum tenu le 23 juin 2016, opté pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (Brexit). Cette décision provoquerait, selon la plupart des analystes, des tensions sur les marchés financiers et affaiblirait l'économie mondiale en général, ainsi que celles du Royaume-Uni et de la Zone euro, en particulier.

Ainsi, à la suite de la publication des résultats du référendum, d'importantes perturbations ont été enregistrées sur les marchés financiers internationaux. Les indices des principales places boursières se sont repliés. La livre sterling a perdu, le vendredi 24 juin 2016, jusqu'à 10% de sa valeur face au dollar, tombant à son plus bas niveau depuis 1985. En outre, la Bourse de Londres a reculé de près de 5% et les banques britanniques ont enregistré une perte de 116 milliards d'euros de capitalisation boursière au cours de cette séance. En réaction à ces évolutions et pour rassurer les marchés, les banques centrales des principaux pays industrialisés ont fait des annonces en faveur du maintien de leurs politiques monétaires expansionnistes sur une longue période, voire, de leur accentuation si cela s'avérait nécessaire.

Le vote des britanniques a cependant engendré des incertitudes qui ont eu un impact sur la confiance des agents économiques. Cette situation pourrait être durable en fonction du délai des négociations avec Bruxelles et de la nature des accords commerciaux que le pays conclura avec l'Union européenne.

A cet effet, l'évaluation de l'impact du Brexit s'avère pour l'heure particulièrement difficile et délicate. Selon les analystes de plusieurs Institutions, et sous l'hypothèse que le processus de retrait du Royaume-Uni se déroule de façon ordonnée, le niveau du PIB mondial pourrait être amputé d'environ 0,2 à 0,4 point de pourcentage d'ici la fin de l'année 2018 et, celui du Royaume-Uni, de 3 à 4 points de pourcentage. Cet effet limité sur l'économie mondiale traduit la faible part du Royaume-Uni dans le PIB (2,4%) et dans les importations mondiales (3,7%). Cette évaluation ne tient toutefois pas compte des conséquences plus vastes, notamment les implications politiques.

Au niveau des économies africaines, le Brexit occasionnerait, du fait des incertitudes et du repli des investisseurs vers des actifs plus sûrs, une forte volatilité sur les rendements attendus des obligations souveraines et privées dans les pays émergents, dont ceux d'Afrique. Selon Bloomberg, les taux moyens de sortie des émissions de ces pays se positionneront à 7% dans le meilleur des cas, et pourraient atteindre 11% dans le pire des scénarii, contre des taux actuels de 6,73% pour le Sénégal, 6,625% pour la Côte d'Ivoire, 6,34% pour le Kenya et 6,05% pour le Nigeria.

Au niveau des économies de l'UEMOA, l'incidence du Brexit devrait être faible, comparativement à d'autres régions du monde. Les effets probables résulteraient d'un ralentissement de l'économie mondiale. Ils se traduiraient par un renchérissement des capitaux extérieurs, d'une baisse des transferts reçus des travailleurs migrants du fait du recul de l'activité économique au Royaume-Uni et en Zone euro et une accentuation de la chute des cours des produits de base exportés par l'Union. La compétitivité des pays de l'Union pourrait également s'en ressentir. Les simulations effectuées montrent qu'une dépréciation de 10,0% de la livre sterling entraînerait une perte de compétitivité-prix de l'Union de 18,5 points de base.

En revanche, le Brexit semble avoir donné de l'élan aux cours de l'or, en raison de sa fonction de valeur refuge en période d'incertitude, ce qui permettrait aux pays de l'Union qui en sont exportateurs d'en tirer profit.